

# **SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE HAUTE PICARDIE**

## **HISTOIRE DU LYCÉE**

### **DE GARÇONS DE LAON (1887-1914)**

---

#### **I) CONSTRUCTION DU NOUVEAU LYCÉE**

---

Georges Ermant fut l'architecte du nouveau collège, comme il avait été celui de la nouvelle école normale de garçons, construite peu auparavant.

Les fouilles furent commencées en mars 1885 et les bâtiments ouverts en octobre 1887. Les travaux durèrent donc deux ans et demi. Les fondations furent difficiles, car on trouva, comme partout sur le plateau de Laon, des carrières abandonnées. Il fallut faire des fondations jusqu'à la glaise.

On utilisa beaucoup le fer pour les charpentes, les solives des parquets, etc... dans un but de protection contre l'incendie. Déjà Boeswilwald, sous le Second Empire, avait employé le fer pour restaurer la charpente de la Cathédrale et ce matériau avait également été utilisé pour les halles de Paris par Baltart.

Ce nouveau lycée couvre 2 hectares. Il a été conçu pour recevoir :

200 internes,  
+ 50 demi-pensionnaires,  
+ 100 externes surveillés ou libres,  
Soit, 350 élèves au total.

Ces élèves devaient être particulièrement au large, puisqu'on a pu mettre dans les mêmes locaux ces derniers, temps jusqu'à 1.400 élèves, dont 400 internes, en se contentant d'aménager les combles de deux bâtiments en dortoirs.

On construisit trois grands bâtiments parallèles et perpendiculaires au bâtiment contenant les réfectoires, cuisine et bibliothèque et à la place du lycée, appelée, à cette époque, rue Saint-Etienne des Champs.

Un des grands bâtiments était destiné aux petits, le second aux moyens, le troisième aux grands.

Au rez-de-chaussée de chaque bâtiment sont les classes, au premier et au second les dortoirs. Dans ceux-ci, il est prévu 28 m<sup>3</sup> par lit, soit 3 m. de haut sur 3 m. de large, sur

3 m. de long. Comme on peut compter qu'un lit occupe 1 m. sur 2 m., cela donne des allées latérales de 2 m. entre chaque lit contre 50 cm. pour l'ancien collège ! Il y a donc un très gros progrès dans le confort des internes. Les allées longitudinales sont aussi de 2 m.

Les cours sont orientées « vers l'est et le midi de façon à permettre leur complète insolation, tandis que les grands bâtiments les protègent contre les vents du nord et les vents humides du nord-ouest. Cette orientation a encore l'avantage de ménager aux élèves les perspectives étendues du commencement des plaines de la Champagne... »

« Les faces d'éclairage des locaux scolaires sont toutes au nord-est, orientation excellente en ce qu'elle permet de profiter, le matin, de l'action bienfaisante des rayons du soleil et d'en être préservé aux heures chaudes du jour... »

Le nouveau lycée coûta un peu plus de deux millions. L'Etat donna la moitié de cette somme en 25 acomptes et la ville l'autre moitié. Elle fit pour cela un emprunt, remboursable en 27 ans, à la Caisse des Lycées, créée par une loi de 1880.

La ville prit à sa charge les grosses réparations du lycée qui resta sa propriété. Par contre, le renouvellement du mobilier incombait à l'Etat.

Lorsque le lycée ouvrit ses portes en octobre 1887, il était, certes, très spacieux et très fonctionnel, mais on lui trouva à la longue quelques imperfections.

Ainsi, le laboratoire de chimie ne peut admettre que 8 élèves de l'enseignement spécial à la fois. Or, en 3<sup>e</sup> année (l'équivalent de la 4<sup>e</sup>), il y a 14 élèves en 1889. Il faut donc les dédoubler. Mais en novembre 1889, on installe une salle de manipulation.

Les installations sanitaires sont aussi très réduites, comme nous le verrons plus loin, lorsque nous parlerons de la propriété des internes. On n'installa des douches qu'en 1905, soit près de 20 ans après l'ouverture du nouveau lycée.

\* \* \*

## II) LES PROFESSEURS

### *Niveau culturel de ceux-ci*

Lors de la création du nouveau lycée, de jeunes agrégés arrivèrent en foule : 9 au total, 5 en classique, en lettres et en grammaire, de la rhétorique à la 5<sup>e</sup> et 1 en spécial-lettres ; 2 en sciences et 1 en histoire.

Parmi les professeurs de l'ancien collège, à part Lefèvre, professeur de philosophie, qui devint très vite agrégé (1), seuls un licencié et un breveté de Cluny purent se maintenir dans leurs chaires de math et d'allemand.

Les autres s'en allèrent, ou refluèrent en 6<sup>e</sup>, dans les classes élémentaires (7<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup>) et primaire et dans l'enseignement spécial.

Ainsi, tous les professeurs de la 4<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> reculèrent de deux classes, celui de 4<sup>e</sup> passant en 6<sup>e</sup> et ainsi de suite. De cette manière, le professeur de 6<sup>e</sup> était licencié, ceux de 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> bacheliers, ceux de 9<sup>e</sup> et de la classe primaire (future 10<sup>e</sup>), titulaires du brevet supérieur.

Par ailleurs, un breveté de Cluny et un licencié passèrent en spécial.

De cette manière, en face des 9 nouveaux agrégés, 10 anciens professeurs du collège se maintinrent au lycée : 1 agrégé, 2 brevetés de Cluny, 3 licenciés, 2 bacheliers, 2 brevetés supérieurs. Ils restèrent surtout en sciences, langue vivante, dans le petit lycée et en spécial.

\* \*

### *Les anciens professeurs*

Ces anciens professeurs du collège restèrent très longtemps dans le nouveau lycée, alors que les nouveaux agrégés se succédèrent à une cadence accélérée.

Parmi les longévités les plus remarquables, on peut citer ceux qui sont restés au lycée de 1887 à 1914 ou presque :

- 1<sup>o</sup>) Dupont, professeur de math.
- 2<sup>o</sup>) Français, professeur d'allemand.
- 3<sup>o</sup>) Ducloux, professeur de 8<sup>e</sup> (2).
- 4<sup>o</sup>) Auvigne, professeur de 9<sup>e</sup>, puis de spécial et de moderne (3)
- 5<sup>o</sup>) Didier, maître de la classe primaire (future 10<sup>e</sup>).

Tous étaient d'anciens professeurs de collège.

Nous n'avons les lieux de naissance que de trois d'entre eux : un seul était du Laonnois, les deux autres étaient de Meurthe-et-Moselle et de Haute-Marne.

(1) Celui-ci deviendra, par la suite, doyen de la Faculté des Lettres de Lille.

(2) Celui-ci, après sa retraite, a occupé le poste de bibliothécaire municipal.

(3) Cet Auvigne, modeste breveté supérieur, éveilla la vocation de M. Milloux, membre de l'Académie des sciences, mathématicien, ancien élève du lycée de Laon de 1909 à 1912.

Le professeur de gymnastique, le Lorrain réfugié après 1871, Dieffenthaler, qui était déjà également au collège, resta lui aussi au lycée de 1887 à 1914.

Ils avaient, en 1887, de 26 à 40 ans.

Mais, lorsqu'un de ces vieux professeurs partait, il était remplacé par un jeune de niveau supérieur, même dans la section élémentaire. Ainsi, lorsqu'Auvigne, simple breveté supérieur, quitta la 9<sup>e</sup>, en 1888, il fut remplacé par un licencié !



### *Les nouveaux professeurs*

A côté de cette poignée de professeurs stables, ce fut un défilé de jeunes professeurs, dans les chaires de philosophie, d'histoire, du second cycle et de 3<sup>e</sup>, dont quelques-uns devinrent célèbres par la suite.

Il semble, en effet, que le poste de Laon ait été demandé, entre autres, par un certain nombre de brillants agrégés, sortis de l'Ecole normale supérieure, qui voulaient se rapprocher de Paris. Or, il n'y avait, à l'époque et jusqu'en 1960, que très peu de lycées en province. Il n'y en avait que deux dans l'Aisne et un agrégé ne peut se faire nommer que dans un lycée.

La chaire de philosophie, en particulier, fut occupée par toute une série d'hommes plus ou moins illustres. Les plus connus sont :

1<sup>o</sup>) Le romancier Farigoule, plus célèbre sous le pseudonyme de Jules Romains, né en Haute-Loire en 1885, et professeur à Laon de 1911 à 1914, soit de 26 à 29 ans.

2<sup>o</sup>) Le dramaturge et romancier Jean-Paul Sartre, né à Paris en 1905, et professeur à Laon en 1936-1937, soit à 31 - 32 ans.

Mais, d'autres moins connus ont tout de même tenu une place assez éminente. Il s'agit de :

1<sup>o</sup>) Gustave Téry, né à Lamballe (Côtes-du-Nord) en 1871, mort en 1928, professeur à Laon de 1904 à 1906, soit à 33 - 35 ans, fondateur et directeur du journal parisien radical et anticlérical « L'Œuvre ».

2<sup>o</sup>) Armand Cuvillier, né à Paris en 1887, auteur d'ouvrages de philosophie et sociologie, d'un manuel de philosophie, professeur à Laon de 1925 à 1932, soit à 38 - 45 ans.

Comme agrégé de lettres, il faut citer le professeur de 1<sup>re</sup>, François Albert, lui aussi ancien élève de l'Ecole normale supérieure, né à Bordeaux en 1877. Il enseigna à

Laon de 1901 à 1903, soit à l'âge de 24 à 26 ans. Il est devenu ensuite journaliste, puis ministre de l'Instruction publique dans le premier Cabinet Herriot de juin 1924 à avril 1925 et ministre du Travail dans le premier Cabinet Daladier de janvier à octobre 1933.

Ces professeurs s'arrangeaient pour séjourner le moins possible à Laon et être la plupart du temps à Paris !

Ainsi, Albert n'a pas de classe du mardi 16 h. au vendredi 8 h. ; Téry est libre du mercredi midi au samedi 8 heures.

Un autre professeur de philosophie, Rageot, qui a précédé Téry en 1903, n'a pas de classe du mardi soir au vendredi 14 h.

Cela est possible parce que leur horaire est assez réduit : Ainsi, Téry n'a que 12 h. de classe.



### *Professeurs envahissants*

Certains professeurs, persuadés sans doute que la discipline qu'ils enseignent est supérieure à toutes les autres, se montrent particulièrement envahissants :

Ainsi, en octobre 1895, un professeur de lettres de seconde demande trop d'ouvrages classiques pour ses élèves et fait faire trop de dépenses à leurs familles, malgré les nombreuses circulaires.

En 1893, il y a une dispute entre un professeur de rhétorique et un professeur d'allemand parce que le premier soutenu par le proviseur, accuse le second de donner trop de devoirs d'allemand.

Enfin, Midoux avait été professeur de dessin jusqu'à sa mort en 1890. Il a légué une importante collection de dessins et gravures au musée de Laon. Il n'apparaissait jamais aux réunions de professeurs.

Son successeur, au contraire, y apparaît et, pour montrer l'importance du dessin, que tout le monde considère comme secondaire, il refuse le tableau d'honneur à 71 élèves sur 300, même à des élèves modèles ! Le proviseur est bien ennuyé !



### *Leçons particulières*

#### *et autres sources complémentaires de revenu*

Comme les professeurs étaient mieux payés dans le lycée qu'au collège, ils avaient moins besoin de leçons particulières pour arrondir leurs maigres émoluments.

Toutefois, les professeurs non agrégés étaient encore assez mal rémunérés. Les licenciés n'avaient encore que 2.600 Fr. par an, soit environ 10.500 Fr. de 1971, 875 Fr. par mois !

Donc, les leçons particulières étaient les bienvenues. Pour un professeur d'allemand, les classes de rhétorique (où l'on préparait au baccalauréat) et de 6<sup>e</sup> (où les élèves, venant du primaire, devaient rattraper leurs camarades arrivant du lycée) étaient celles qui donnaient le plus de leçons particulières. En effet, les élèves du petit lycée avaient déjà fait trois années d'allemand.

Or, Leroy est arrivé quelque temps après la rentrée en 1887. On a donc donné à son collègue Français ces classes intéressantes de rhétorique et de 6<sup>e</sup>. Il s'en plaint vivement au proviseur. Celui-ci rétorque qu'il fallait donner d'urgence un professeur à ces deux classes, pour les deux raisons indiquées plus haut.

Par la suite, il est défendu à un professeur de donner des leçons à un élève d'âge scolaire qui ne serait pas du lycée ou du collège de filles de Laon. Il faut tout au moins une autorisation du proviseur.

Ainsi, celui-ci accorde cette autorisation, en 1895, à un professeur de mathématiques : il peut donner des leçons à un jeune homme de 18 ans de Bruyères qui veut entrer aux Ponts et Chaussées, quoiqu'il ait suivi pendant sa scolarité les cours de l'école congréganiste de Marle !

Par contre, le proviseur interdit, en 1895, au même professeur de math. de donner des leçons à un élève de seconde des jésuites de la rue de Vaugirard, car celui-ci veut passer en rhétorique dans le même établissement !

Les professeurs de dessin étaient encore très mal payés : 1.600 Fr. seulement par an, soit 6.400 de nos francs ! Mais ils peuvent augmenter leurs maigres revenus en se faisant nommer aussi professeur à l'école municipale de dessin fondée sous la Restauration. C'est ce que font deux professeurs en 1889 et 1900.



### *Professeurs faisant ouvertement de la politique*

A partir de 1900, plusieurs professeurs des grandes classes du lycée participent activement à des réunions publiques à caractère politique.

Le 14 mai 1901, la « Société laonnoise de lectures et conférences populaires » a organisé une conférence dans la salle

de la cour d'assises du palais de justice. Rodrigues, professeur de philosophie à Laon et collaborateur du fameux journal « *l'Aurore* », « *Dreyfusard* » et radical socialiste, y a commenté le dernier livre des frères Margueritte, les fils du célèbre général de cavalerie, tué dans une charge héroïque à Sedan.

« *La Tribune de l'Aisne* » journal laonnois radical socialiste, fondé par Paul Doumer, en 1880, raconta comment s'était déroulée cette conférence avec beaucoup d'éloges.

Il y eut trois parties :

1<sup>o</sup>) Commentaire du livre des frères Margueritte décrivant la défense nationale de 1870-1871 après Sedan et Metz. D'où le titre : « Les tronçons du glaive » ramassés sur le champ de bataille et recollés.

2<sup>o</sup>) Eloge de la guerre défensive.

3<sup>o</sup>) Condamnation de la guerre offensive.

C'est donc la conférence d'un pacifiste. Elle avait été faite depuis trois mois dans tous les cantons voisins de Laon.

Au contraire, Marmey, dans « *Le Courrier de l'Aisne* », dont il est le rédacteur en chef, critique violemment cette conférence. Le député-maire de Laon, l'architecte Georges Ermant, est considéré comme le directeur politique de ce journal. Marmey dit que Rodrigues est un socialiste qui prétend qu'il y a des classes dans la société française.

Il l'attaque en citant un passage du livre des frères Margueritte, commenté par Rodrigues, où ils parlent de « lâcheté de la ville de Laon se livrant elle-même » en 1870. Il écrit aussi que Rodrigues a prôné l'esprit de revanche des Allemands après Iéna, qui n'ont été satisfaits qu'après Sedan, Waterloo ne leur suffisant pas !

La querelle s'envenime : il y a de nombreux articles rédigés du 15 au 24 mai dans les trois journaux de Laon : « *La Tribune de l'Aisne* » (radical) attaque « *Le Courrier de l'Aisne* » (conservateur) qui réplique vertement et est soutenu par « *Le Journal de l'Aisne* » (modéré).

« Le Comité de la Société laonnoise... » écrit au député maire G. Ermant, pour lui demander de désavouer son collaborateur. Ermant refuse violemment. Marmey provoque en duel le président de la séance du 14, un professeur à l'école normale de Laon et un docteur, secrétaire du comité. Mais ces duels n'ont pas lieu. Ensuite, « *Le Courrier* » n'hésite pas à traiter de « juifs » Rodrigues et Cahen, un autre membre du comité et professeur d'histoire au lycée. On est,

en effet, en pleine affaire Dreyfus. Puis, les membres du comité font placarder des affichettes attaquant « *Le Courrier* » et le maire.

Celui-ci est aussi vexé que le livre des frères Margueritte attaque la ville de Laon pour son attitude en 1870. Il en arrive en représaille à refuser de présider la distribution des prix du collège de jeunes filles ! Forfer, l'inspecteur d'académie et le recteur essayent de recoller les pots cassés. Ils sont bien ennuyés !

Deux ans plus tard, éclate une nouvelle affaire, due toujours au professeur de philosophie, Rageot cette fois, qui a succédé à Rodrigues. Rageot (1), comme nous l'avons vu, est l'un de ces premiers professeurs parisiens, qui passe plus de temps dans la capitale qu'à Laon.

Gaborit, socialiste et membre de l'association nationale des libres penseurs de France, est venu faire une conférence au théâtre de Laon. Celle-ci est un réquisitoire contre l'Eglise. Rageot intervient à la fin de la conférence. D'après « *La Tribune de l'Aisne* », il dit simplement que « la société laonnoise de conférences et lectures populaires » en sommeil, va reprendre son activité. Mais « *Le Journal de l'Aisne* » et « *Le Courrier de l'Aisne* » disent qu'il a réclamé aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat et qu'il a fait le procès public de la Religion.

Cette fois, le proviseur Rossignol désavoue Rageot en écrivant à l'inspecteur : « L'incident de dimanche est de nature à nous causer un grave préjudice en discréditant davantage notre lycée auprès de certaines familles qui pourraient être tentées de chercher ailleurs un enseignement moins suspect de partialité ».

L'inspecteur Forfer approuve et se propose de faire observer à Rageot qu'il faut plus de prudence.

Ainsi, à cette époque de luttes scolaires, un professeur ne pouvait guère prendre position ouvertement dans une réunion publique politique.

Mais cette neutralité politique, voulue par le proviseur et l'inspecteur, n'est pas du goût de tous les professeurs des grandes classes.

Aussi, l'un d'entre eux, François Albert, ancien professeur de 1<sup>re</sup>, attaque le proviseur, après avoir quitté le lycée, en première page du fameux journal « *L'Aurore* » du 25 décembre 1903. Mais il se garde de le citer nommément, ni

---

(1) Celui-ci sera ensuite, pendant plusieurs années, président de la Société des gens de lettres.



même de mentionner la ville de Laon. Son article voisine avec un autre de Georges Clémenceau.

« L'Aurore » avait été fondé en 1897. Son principal rédacteur politique était Clémenceau. C'est dans ce journal que le 14 janvier 1898 fut publiée la célèbre lettre ouverte au président de la République par Emile Zola, commençant par les mots : « J'accuse... », à propos de l'affaire Dreyfus. Ce numéro fut vendu à 300.000 exemplaires.

François Albert acquerra par la suite quelque notoriété, ainsi que nous l'avons déjà dit. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de lettres, il abandonne la carrière de professeur, devient journaliste, collabore à l'Aurore, à l'Œuvre, à la Dépêche de Toulouse, etc. Puis, il est élu sénateur en 1921 et nommé ministre de l'instruction publique en 1924 par Edouard Herriot. Ensuite, il est élu député en 1928 et devient ministre du travail en 1933 dans un cabinet Daladier. Il meurt peu de temps après, à l'âge de 56 ans. Quand il était professeur à Laon, il avait donc 25 ans.

Dans son article de « L'Aurore » du 25 décembre 1903, Albert raconte que les proviseurs recommandent aux nouveaux professeurs d'être très prudents et neutres vis-à-vis de la Religion pour ménager les mères de famille pratiquantes. Mais, dit Albert, la neutralité absolue n'est pas de ce monde. Il faut choisir. Puis, il poursuit : « Dans une ville de province des environs de Paris, un professeur allait faire une conférence sur les Provinciales ». Mais le proviseur ne veut pas que les élèves y aillent, car « Pascal, les jésuites, c'est de la politique ! »

Le professeur réplique : « Mais dans ma chaire... je peux, je dois parler des « Provinciales ». Alors ? — Alors, je suis obligé de m'en remettre à votre tact. Pas de problème pour les auteurs antiques et Racine et Boileau. Il y a bien le XVIII<sup>e</sup> siècle ; nous prenons nos précautions et nous ne mettons entre les mains des élèves que les « Considérations » de Montesquieu, où il n'est parlé que de l'empire romain ; le « Siècle de Louis XIV » de Voltaire qui n'est pas du tout un pamphlet et la « Lettre à D'Alembert sur les spectacles » où Jean-Jacques Rousseau tient le même langage que Bossuet. C'est ainsi que l'on donne satisfaction et au programme et aux familles. Pour le reste, nous sommes convaincus que vous avez trop d'esprit pour vouloir en faire aux dépens de vos élèves et de leurs convictions religieuses ». Le proviseur Rossignol s'était tout de suite reconnu dans ce portrait. Du reste, François Albert n'avait professé que dans une ville de province avant de venir à Paris.

Ainsi, la neutralité religieuse et politique voulue par le proviseur et l'inspecteur d'académie était difficile à respecter à cette époque !

Le successeur de Rageot dans la chaire de philosophie donna aussi un peu de souci à l'inspecteur d'académie. Il s'agit de Gustave Téry, le fondateur et premier directeur de « L'Œuvre ». Né en 1871, il fut professeur au lycée de Laon de 1904 à 1906, donc à 33 ans. Comme François Albert, lui aussi était ancien élève de l'Ecole normale supérieure et agrégé. Lui aussi passait plus de temps à Paris qu'à Laon. Il fonda « L'Œuvre » en 1903, qui devint hebdomadaire en 1909 et quotidien en 1915. Ce journal était de tendance radicale socialiste et anticléricale. Il jouera, plus tard, dans la constitution et la défense du Front populaire un rôle considérable. Enfin, il sombrera en 1940-1944 dans la collaboration, sous la direction de Marcel Déat.

Mgr. Deramecourt, évêque de Soissons et de l'Aisne dit à l'inspecteur d'académie Forfer, au cours d'une entrevue, que quelques familles se sont plaintes de l'activité antireligieuse de certains professeurs du lycée de Laon, au dehors et même au dedans de l'établissement. On lui a, en particulier, signalé Téry. Il menace en conséquence de retirer l'aumônier catholique du lycée. Mais l'inspecteur l'apaise en lui disant que Téry ne va jamais à des réunions publiques et que son nom figure parfois sur des affiches de réunion, mais à son insu.

Toutefois, Téry écrivait au recteur de Lille sur du papier à en-tête : « Journal « La Raison ». « La Raison publie des articles des meilleurs écrivains de la Libre Pensée ». « La Raison publie de nombreux documents de polémique anticléricale » !

\* \* \*

### III) LES RÉPÉTITEURS

*Les répétiteurs à la fois pédagogues et surveillants.*

*Incidents entre professeurs et répétiteurs.*

Jusqu'en 1902, tous les répétiteurs, qui sont une dizaine, jouent à la fois le rôle de répétiteurs et de surveillants. En 1890, tous ne sont pourtant que bacheliers-ès-lettres ou ès-sciences. Un seul est licencié-ès-sciences mathématiques.

Et pourtant, en 1900, le proviseur dit que « tous collaborent pleinement à l'œuvre de l'enseignement comme à celle de l'éducation. Tous s'occupent sérieusement du travail de leurs élèves et non contents de faire réciter les leçons et de s'assurer que les devoirs sont terminés, ils s'inquiètent

de la façon de travailler de leurs élèves et donnent aux plus faibles des conseils ».

Mais il y a évidemment un fossé entre leurs cultures et celle des professeurs agrégés ou même licenciés. Cela peut provoquer des conflits et en provoque. Ainsi, en octobre 1889, deux jeunes agrégés de grammaire professeurs de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> et un licencié professeur en 6<sup>e</sup>, inscrivent sur les cahiers de correspondance devant passer sous les yeux des élèves, des notes exprimant un désaccord entre la manière de voir des professeurs et celle des répétiteurs.

Le proviseur est obligé de dire aux professeurs que les répétiteurs ont le droit de surveiller le travail des élèves.

\* \* \*

### *Les professeurs adjoints et les surveillants*

Mais à partir du 5 décembre 1902 (1), le proviseur réorganise le service de surveillance. Il a désormais deux sortes de répétiteurs :

1<sup>o</sup>) Les six répétiteurs d'externat ou *professeurs adjoints* ne surveillent presque que les études et donnent des conseils aux internes, demi-pensionnaires et externes surveillés. Ils assurent, en outre, deux heures d'enseignement. Mais ils ne sont encore que bacheliers. Ils bénéficient toutefois, du fait que la majorité des répétiteurs de lycée sont alors des licenciés (les agrégés accaparent les places de professeurs) et se trouvent déclassés en n'assurant guère que des surveillances.

2<sup>o</sup>) Les cinq répétiteurs d'internat surveillent les dortoirs, réfectoires et récréations et peu les études. Ce sont de simples surveillants n'exerçant presque aucune fonction pédagogique. Du reste, le proviseur Rossignol les a choisis en dehors de l'Université. Il s'agit d'un capitaine de cavalerie en retraite de 49 ans, de deux bacheliers, dont l'un ancien professeur d'établissement libre, et l'autre ancien répétiteur d'établissement libre aussi, enfin, d'un breveté élémentaire, ancien employé auxiliaire des Ponts et Chaussées. Tous, à part l'officier, n'ont que de 18 à 29 ans, alors que les anciens répétiteurs promus professeurs adjoints ont de 22 à 39 ans.

Mais le recrutement par le proviseur de ces surveillants, chargés des fonctions les plus ingrates, s'avère de plus en plus difficile. Le proviseur Imbault le constate en 1911 :

---

(1) Et non en 1909, comme le dit M. Antoine Prost dans son ouvrage.

« Pour les petits lycées, c'est le surveillant qui choisit le lycée, plutôt que le proviseur qui choisit le surveillant. Si celui-ci ne se destine pas à l'enseignement, il ne cherche qu'à s'éviter les ennuis... Les lycées des facultés sont abondamment pourvus d'étudiants trop heureux de pouvoir continuer leurs études dans des conditions avantageuses. Mais ce n'est pas le cas des lycées des petites villes qui n'offrent aucun avantage de résidence ».

Son successeur Jouvenet, en 1912, doit donner congé à deux maîtres d'internat pour insuffisance extraordinaire, écarts de langage ou de conduite, au lycée ou en ville. Il constate ensuite que les fautes les plus graves des pensionnaires ont été facilitées par le manque de tact et d'autorité et la négligence de certains maîtres d'internat.



#### IV) LES ÉLÈVES

##### a) Les internes : leurs conditions matérielles.

Les internes portaient un *uniforme*, mais surtout pour sortir le dimanche ! La promenade du jeudi consacrée au sport se faisait avec les vêtements de tous les jours.

Ces uniformes de parade devaient être relativement luxueux. Aussi, un inspecteur général d'économat, en 1893, critique l'administration du lycée, en mettant dans son rapport que les uniformes de Laon ont des palmes en cuivre doré et non en or fin comme il le faudrait !

Par vanité, les familles d'externes font confectionner pour leurs enfants, en 1890, des uniformes identiques à ceux des internes. Cela fait la fortune des tailleurs de la ville.

Mais pour empêcher cet abus, le proviseur décrète que le drap des uniformes sera propriété du lycée et que le tailleur, adjudicataire de la coupe des uniformes, ne pourra les faire qu'avec ce drap.



Les inspecteurs généraux de l'économat surveillaient aussi de près les *menus des internes* : Ainsi, en 1893, un inspecteur critique le fait que sur 15 plats de viande, il n'y ait que 5 rôtis. Le reste devait être formé de ragoûts. 1/3 de vin pour 2/3 d'eau lui semble insuffisant : il faudrait 2/5 de vin pour 3/5 d'eau !

De même, la ration quotidienne de vin des répétiteurs du lycée de Saint-Quentin avait été portée de 0 l. 66 à 1 l.

à la demande d'un inspecteur général. Les répétiteurs de Laon demandèrent d'avoir la même ration !

Mais, chose curieuse, le ministre désavoua, sur ce point, l'inspecteur.

\* \*

*La propreté des internes* était encore très relative :

Lors de l'achèvement du nouveau lycée, en juin 1887, le service des grands bains est seulement maintenu à l'infirmerie, mais le nombre des bains de pieds est porté de 10 à 30 !

Et pourtant, encore en juillet 1893, il n'y a que deux bains de pieds par mois. Sur la réclamation de l'inspecteur général de l'économat, le nombre de ces bains est porté à un par semaine.

Mais le nombre des « grands bains » n'est, jusqu'en 1905, que de quatre par an ! Du reste, le lycée ne possède que deux baignoires pour plus de 150 pensionnaires en 1894.

Ce qui renforce la saleté chez les internes, c'est que leur trousseau, s'il comprend un uniforme de parade, ne contient pas de chemise de nuit : on n'exige donc pas que les élèves changent de linge au coucher.

Enfin, en 1905, soit 18 ans seulement après l'ouverture du nouveau lycée, le ministère donne 6.900 F. pour la construction de bains douches. On y ajoute 3.500 F. payés par les bonis de l'internat du lycée, la municipalité de Georges Ermant refusant de participer à la dépense !

\* \*

Au point de vue sanitaire, il faut aussi signaler quelques *épidémies* qui provoquent la fermeture du lycée de 8 à 15 jours : ainsi, l'établissement est fermé du 2 au 10 mars 1889 par suite d'une épidémie de scarlatine qui atteint 20 internes sur 90 et 2 garçons de service sur 15. Mais il n'y a pas de décès.

Les internes sont encore renvoyés chez eux du 23 juin au 5 juillet 1896 parce que 5 élèves ont été atteints d'angine diphtérique. Mais cela ne fait que deux cas de fermeture en 20 ans, ce qui est peu.

\* \*

#### *Les distractions des internes*

Le proviseur s'évertue à distraire les internes.

Il y a des fêtes de rentrée avec prestidigitateur, musique, chanson et souper. Une « association athlétique du lycée de

Laon » organise des spectacles en 1893 et 1894 soit dans un dortoir, soit au théâtre de la ville. Ces représentations comprennent : musique, chants ; monologues, récits ; saynètes, comédies comme « Le mariage forcé » de Molière ; sport (barre fixe, escrime). Elles sont données soit pour la Saint-Nicolas en décembre, soit en février, au profit des pauvres de la ville.

Pour lutter contre la baisse des effectifs, les proviseurs Imbault et Jouvenet multiplient, de 1907 à 1914, les conférences, les visites et les exercices sportifs.

En 1907, des conférences sont faites par des professeurs et des officiers. En 1909, les professeurs d'histoire, de philo et de 1<sup>re</sup> font des exposés d'histoire de l'art, sur les châteaux de la Loire par exemple.

On visite d'abord Laon et ses environs : non seulement des monuments comme Coucy et Prémontré, mais aussi une banque, des usines, comme la laiterie Fouquier d'Hérouël à Vaux-sous-Laon, la fabrique de bouteilles Deviolaine et une distillerie à Soissons. On assiste à une séance de la cour d'assises.

Le proviseur Imbault n'hésite pas à se promener, lui-même, avec ses élèves, à bicyclette le jeudi, pour admirer les merveilles de la région !

Mais d'autres excursions sont beaucoup plus importantes : On va à Paris visiter le Louvre et le Muséum, assister à une séance de la Comédie française. Des promenades se font même jusqu'à Chantilly, Lille et Alise-Sainte-Reine.

Ainsi, les foyers socio-éducatifs des lycées actuels ont des précédents antérieurs à 1914 !

Enfin, il existe deux sociétés de foot-ball, une société de tir, et l'on fait de l'équitation le dimanche matin, du patinage en hiver et du tennis.



### **b) Les Congés**

Les congés étaient plus réduits que maintenant. Les grandes vacances n'allaient que du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre. En dehors de 8 jours à Pâques, on ne disposait jusqu'en 1910, que de 8 jours de congés extraordinaires. Ceux-ci étaient répartis dans l'année par l'assemblée générale des professeurs. Elle faisait la distribution suivante : 1 jour à la Toussaint, rien pour Noël, 2 à 3 jours pour le Nouvel An, 2 pour le mardi gras, 1 à 2 pour la Pentecôte, 1 pour le 14 juillet.

A partir de 1909, les grandes vacances commencèrent facultativement au 14 juillet, suivant la volonté des parents.

\* \*

### **c) Hausse des effectifs de 1887 à 1896 et leur baisse de 1896 à 1908**

#### **Les causes de cette dernière**

Lorsqu'en 1887, le collège avait été transformé en lycée et qu'on avait ouvert le nouveau bâtiment conçu pour 350 élèves (200 internes et 150 externes), d'un seul coup les effectifs avaient augmenté de moitié, passant de 150 élèves à 229. Puis, pendant les 9 années suivantes jusqu'en 1896, ces effectifs augmentèrent dans la même proportion pour atteindre le point culminant de 314 élèves dont 165 internes et 149 externes. Ainsi, les effectifs avaient plus que doublé en 9 ans.

Comme nous le verrons plus loin, ce sont surtout les nombres des élèves de moderne et des classes élémentaires qui augmentèrent. Par contre, les classiques progressèrent peu.

A partir de 1896, les effectifs baissèrent progressivement pendant 12 ans jusqu'en 1908, pour n'atteindre plus que 192, soit une baisse de 38 % ! Ainsi, en 21 ans, la progression avait été très faible.

A quoi est due cette baisse après des débuts si prometteurs ?

On remarque d'abord que *la baisse a été beaucoup plus forte pour les internes que pour les externes*. Les premiers ne sont plus que 82 en 1908, contre 165 en 1896. Ils se sont donc réduits de moitié, alors que les externes et demi-pensionnaires sont encore 110 en 1908, contre 149 en 1896. Ils n'ont donc même pas diminué du tiers.

\* \*

#### **Prix de pension très élevé**

Cette baisse plus forte des internes est due certainement au *prix de pension très élevé*. En 1903, il se montait de 500 F. par an, pour la classe enfantine, à 800 F. pour les classes de 3<sup>e</sup> et du 2<sup>e</sup> cycle. Il faut environ multiplier par 4 pour avoir la valeur actuelle (puisque l'or a perdu le tiers de sa valeur depuis 1914 et que la pièce de 20 F., le Napoléon, est actuellement à 60 F. environ). Donc ce prix de pension serait d'environ 3.200 F. pour le 2<sup>e</sup> cycle. Or, il est

actuellement de 1.350 F. au lycée de Laon. On voit qu'il a baissé de plus de la moitié.

A ce prix de pension très élevé s'ajoutait, comme nous l'avons vu, le prix du trousseau comprenant l'uniforme : 500 F.

Par ailleurs, il y avait, certes, des boursiers, mais seulement 30 sur 95 internes en 1889, 35 sur 165 en 1896, 29 sur 90 en 1906, soit  $1/3$  à un peu plus d' $1/5$ .

Les externes payaient aussi un droit jusqu'en 1930 : il se montait en 1903, de 40 F. (classe enfantine) à 120 F. (2<sup>e</sup> cycle) par élève, soit l'équivalent de 480 F. pour ce dernier chiffre. Mais les internes payaient beaucoup plus : 1.850 F. (3.200 - 1.350) en valeur actuelle, soit 3 fois et demie plus !

\* \* \*

### *Internat assez pénible*

Par ailleurs, l'internat était assez pénible.

Déjà en 1888, l'assemblée des professeurs étudie le livre d'un certain Manouvrier. Celui-ci veut remplacer la « prison du collège » par de grandes cités scolaires bâties à quelque distance des villes. Les élèves y seraient répartis par petits groupes dans de petites maisons isolées dont chacune serait habitée par un professeur. Ainsi, celui-ci deviendrait précepteur et aubergiste ! C'est un système anglais.

Mais les professeurs de Laon repoussent cette suggestion car si, de cette façon, l'internat est supprimé pour l'élève, il n'existe plus que pour le professeur et la pension serait plus chère.

Par la suite, le proviseur multiplie les distractions culturelles et sportives à partir de 1907, comme nous l'avons vu.

Mais ce proviseur Imbault, qui est déjà un précurseur dans la création d'une sorte de foyer socio-éducatif, l'est également pour l'introduction de l'autodiscipline ! Dans son rapport du 3<sup>e</sup> trimestre 1907-1908, il dit qu'il veut mettre l'internat en harmonie avec les exigences de la vie moderne, qu'il faut donner l'usage de la liberté aux lycéens, mais d'une liberté sage et réfléchie accompagnée d'une responsabilité équivalente.

Il fait ainsi une expérience chez les grands. En application des directives du recteur, les élèves doivent faire leur lit volontairement le matin sous la direction d'un de leurs camarades élu par eux. Mais celui-ci n'a aucune autorité sur



ses camarades et le proviseur les trouve deux fois jouant au lieu de faire leurs lits. L'expérience se solde donc par un échec !

\* \*

### *Concurrence des collèges libres confessionnels*

Il y a aussi la concurrence des collèges libres confessionnels ou même d'autres établissements publics où les notations sont moins sévères qu'au lycée de Laon. Mais aussi, les idées anticléricales affichées ouvertement par certains professeurs de grandes classes, comme nous l'avons vu, déplaisent principalement aux mères de familles pratiquantes.

Comme à la suite de la suppression des congrégations enseignantes, celles-ci se sont, en partie, repliées en Belgique, des parents mettent leurs enfants dans des collèges catholiques belges pour continuer leurs études.

Le proviseur Imbault s'insurge, en 1909, contre cela : « J'avoue que je ne comprends... pas la tolérance qui permet l'obtention de diplômes d'état aux élèves qui n'ont pas hésité à franchir la frontière pour aller à l'étranger recevoir une direction nécessairement hostile à nos institutions et je verrai avec satisfaction supprimer ce privilège ». Il est curieux de rapprocher cette diatribe du proviseur de Laon de la jeunesse de Charles de Gaulle. Comme son père était préfet des études au collège jésuite de la rue de Vaugirard, il emmena son fils un certain moment, après la dissolution des congrégations enseignantes, au collège du Sacré-Cœur à Antoing, près de Tournai (Belgique).

Comme autre cause de baisse de l'effectif, le proviseur signale les lois sur le recrutement militaire de 1904 et de 1913 (lois de 2 et 3 ans). Il faut donc croire qu'il y avait, à cette époque dans les grandes classes du lycée de Laon, des élèves qui avaient 20 et 21 ans !

Il indiquait aussi que la division de l'enseignement en deux cycles à partir de 1902 rendait possible la sortie à la fin du premier cycle.

\* \*

### *Où vont les élèves qui partent ?*

De 1908 à 1913, on constate que sur 198 à 220 élèves, 45 à 60, soit le quart, quittent le lycée tous les ans !

La moitié de cette cinquantaine part pour des causes normales :

Une douzaine après avoir été reçus au baccalauréat et avoir terminé ses études.

Une autre douzaine, parce que leurs parents, fonctionnaires ou militaires, sont changés de poste. On voit ainsi que Laon a toujours été une ville de fonctionnaires et de militaires souvent mutés.

L'autre moitié sort du lycée pour des raisons anormales dans l'enseignement secondaire, qui, par définition, doit se terminer par le baccalauréat :

1°) Une douzaine sont entrés dans la vie active, principalement dans l'agriculture, chez leurs parents.

2°) Une douzaine ont changé d'établissement d'enseignement, la moitié pour aller dans une institution libre, l'autre moitié pour entrer dans des écoles professionnelles.

En 1913, au moins 14 sont entrés dans de telles écoles dont 11 en vue de préparer des concours, pour lesquels on n'exigeait pas le baccalauréat.

On voit ainsi que le lycée de Laon préparait mal à la vie active, surtout les élèves de moderne voulant entrer assez vite dans l'agriculture, l'industrie et le commerce (voir plus loin : « Les différentes sections de l'enseignement secondaire » et « Les disciplines enseignées »).



## V) LES DIFFÉRENTES SECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

On distinguait trois grandes sections dans l'enseignement secondaire de l'époque : classique, spéciale, puis moderne et élémentaire.

Dans la *section classique* avec latin et grec, à partir de Jules Ferry, on commença le latin en 6<sup>e</sup> et le grec en 4<sup>e</sup> au lieu de les commencer respectivement en 8<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>.

La *section spéciale*, créée par Victor Duruy, en 1865, avait pris la suite des écoles primaires supérieures annexées aux collèges communaux et créées par Guizot, en 1833. C'était une section secondaire sans latin ni grec. Cet enseignement, qui n'était d'abord que de 4 ans, s'allongea d'un an en 1881, puis d'un autre en 1886, soit au total de 2 ans. Ainsi, il devint presque aussi long que l'enseignement classique qui était de 7 ans.

En 1881, on crée un baccalauréat de l'enseignement spécial valable pour entrer dans les facultés de sciences et de médecine.

En 1891, l'enseignement spécial et son baccalauréat terminal reçoivent le titre de « *moderne* ». Par ailleurs, les classes de cette section prennent les dénominations traditionnelles : 6<sup>e</sup> à 1<sup>re</sup>, au lieu de 1<sup>re</sup> à 6<sup>e</sup> année.

Ainsi, l'enseignement moderne copie son frère aîné, l'enseignement classique, et devient un enseignement presque aussi respectable !

Toutefois, au lycée de Laon il n'y a 5 ans dans cet enseignement qu'en 1887 au lieu de 1881 et 6 qu'en 1888 au lieu de 1886. Cela fait de 2 à 6 ans de retard ! Mais c'est dû au fait que dans l'ancien collège, on ne pouvait organiser ces deux nouvelles années, faute de place.

*L'effectif de l'enseignement spécial, puis moderne progresse malgré tout beaucoup plus vite que celui de l'enseignement classique* : Il passe de 52 à 120 de 1887 à 1896, soit une augmentation de 130 % en 9 ans, alors que l'enseignement classique ne passe, dans le même temps, que de 64 à 104, soit une progression de seulement 62 %. La progression est deux fois plus forte pour l'enseignement moderne qui dépasse nettement maintenant en effectif son frère classique !

*Mais, il y a une différence de recrutement social entre les deux enseignements* : Il y a beaucoup de fonctionnaires à Laon. Or, la plupart, traditionnellement, préfèrent pour leurs enfants, l'enseignement classique.

Les élèves de l'enseignement moderne se recrutent plutôt dans les milieux ruraux des environs de Laon et sont donc en majorité des internes : 71 % contre 59 % pour les classiques en 1896.

On n'a plus les chiffres des élèves de moderne et de classique à partir de 1900, puisque tout est confondu par suite de la réforme de 1902 et de la répartition en deux cycles. Mais les élèves de l'ancienne section moderne, qui sont placés dans la section B dans le premier cycle et dans la section D dans le second, ont toujours été plus nombreux que les classiques dans le premier cycle et moins nombreux qu'eux dans le second, puisque souvent ils abandonnent leurs études avant d'arriver au baccalauréat.

Ainsi en 1889, il y a 92 modernes en premier cycle contre 61 classiques et seulement 18 contre 14 dans le second.

*Donc la baisse des effectifs du 1<sup>er</sup> cycle est due certainement surtout à la baisse des effectifs de la section moderne*. Or, ces effectifs de 1<sup>er</sup> cycle passent de 164 en 1898, à 94 en 1908, soit une baisse de 43 %, tandis que le second se maintient aux environs de 50.

*On a vu que les internes avaient aussi diminué de moitié. Or, la proportion des internes était plus forte en moderne. Donc la baisse des effectifs des internes est due surtout, aussi, à la baisse des effectifs des modernes.*

*Causes de cette baisse des modernes :*

Tout cela est dû à ce que ceux-ci ne trouvaient pas une formation professionnelle suffisante au lycée de Laon, comme nous le verrons plus loin en étudiant les disciplines enseignées.

L'étude du français, au lycée, était également trop dure pour eux (voir aussi plus loin dans les disciplines enseignées).

Par ailleurs, la plupart venaient de l'enseignement primaire : en 1896, seulement 33 % des élèves de l'enseignement élémentaire étaient internes alors que 70 % des élèves de moderne l'étaient. Ces élèves, venant de l'enseignement primaire, n'entraient dans l'enseignement secondaire qu'assez tard, après le certificat d'études passé à 13 ans jusqu'en 1936. En entrant en 6<sup>e</sup>, ils étaient donc de un à deux ans plus âgés que leurs camarades venant du secondaire élémentaire et ils avaient des connaissances supérieures à ceux-ci pour certaines matières.

Mais, à partir de 1902, l'entrée en 6<sup>e</sup> est rendue obligatoire par l'application de la méthode directe dans les langues vivantes. Du reste, elle était déjà pratiquement obligatoire auparavant, puisque les élèves du primaire avaient trois ans de retard en langues vivantes sur leurs camarades du petit lycée, (voir aussi plus loin les disciplines enseignées). Donc, les élèves de moderne venant du primaire devaient obligatoirement entrer en 6<sup>e</sup> malgré leur âge et leur savoir et ils étaient ainsi défavorisés.



*L'enseignement secondaire élémentaire*

La troisième section de l'enseignement secondaire était *l'enseignement secondaire élémentaire*, le « primaire du secondaire », comme dit M. Prost dans son ouvrage : *« L'enseignement en France. 1800-1967 »*. Il se développa considérablement de 1886 à 1896, passant de 21 élèves à 90, soit une augmentation de 328 % !

En effet, outre les classes de 9<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup> existant déjà dans l'ancien collège, on créa, à la rentrée de 1888, une classe primaire et une classe enfantine, ce qu'on appellera plus tard les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>. Les élèves sont admis dans la classe

enfantine de 4 à 6 ans. La directrice de cette classe, qui est une institutrice, est aidée par une « ouvrière » dite « mère de famille » qui s'occupe des soins à donner aux élèves.

Le proviseur attache beaucoup d'importance au recrutement de la classe enfantine. Car, de son recrutement dépend celui des classes primaire, de 9<sup>e</sup> et même de 8<sup>e</sup>. En effet, à de très rares exceptions près, les enfants qui commencent leurs études ailleurs qu'au lycée, n'y entrent guère qu'en 7<sup>e</sup> et même en 6<sup>e</sup>.

L'enseignement élémentaire du secondaire se distinguait de l'enseignement primaire, encore jusqu'en 1917, car si on n'y enseignait plus le latin à partir de la 8<sup>e</sup> depuis 1880, on y apprenait une langue vivante dès la 9<sup>e</sup> à raison de 4 heures par semaine.

Cela posait un problème pour que leurs camarades, qui n'entraient dans le secondaire qu'en 7<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> et qui formaient la majorité, puissent les rattraper. Nous le verrons plus loin.

*Mais à partir de 1896 et jusqu'en 1908, l'effectif des classes élémentaires, primaires et enfantines baissa fortement, passant de 90 à 47, soit une réduction de moitié.*

Cela est dû, sans doute, au prix élevé du droit de rétribution : 40 F. à 80 F. en 1903, alors qu'à la même époque, les écoles primaires étaient entièrement gratuites.

La baisse dans le petit lycée est aussi forte que celle de l'internat dans le grand lycée : réduction de moitié, alors que l'effectif total du lycée ne baissait que du tiers et celui des externes du quart. Il n'était pas dû à la diminution des internes puisqu'il en avait très peu dans le petit lycée, mais plutôt au montant du droit de rétribution.



## VI) LES DISCIPLINES ENSEIGNÉES

Dans la période que nous étudions, nous constatons un développement de l'enseignement des langues vivantes et des sciences aux dépens de celui des langues anciennes.

Le nombre des professeurs de langues vivantes passe de 1, en 1887 au collège, à 3 en 1888 au lycée. Ce chiffre se maintient jusqu'en 1914. Celui des scientifiques est de 4 en 1887, 6 de 1888 à 1894, 5 de 1895 à 1910 et de nouveau 6 de 1911 à 1914. Par contre, les professeurs de lettres et de philosophie passent certes de 7 en 1887 à 8 de 1888 à 1893, mais ne sont plus que 7 de nouveau de 1894 à 1914.

### Enseignement du latin

Ces professeurs de lettres et grammaire, presque tous agrégés, comme nous l'avons vu, regrettent la réforme de 1880. Ils constatent, en 1889, que, dans chaque classe, les élèves ont en mains des textes dont ils ne peuvent comprendre le sens.

En 1894, le proviseur écrit que même les meilleurs élèves ne peuvent écrire en latin à la fin de leurs études.

La conclusion est la même : il faudrait rétablir l'étude du latin en 7<sup>e</sup>, voire en 8<sup>e</sup> ! Mais, ainsi, le proviseur et les professeurs sont en retard sur les instructions officielles qui suppriment, peu à peu, composition latine, discours et vers latins de 1880 à 1902 !

### Enseignement de l'allemand et de l'anglais

Pour l'enseignement des langues vivantes, on constate d'abord qu'à cette époque *l'allemand l'emporte nettement sur l'anglais*.

En 1888, 8 élèves seulement sur 229 font de l'anglais et il n'y en a pas plus d'un par classe. Il faut les mettre par groupe de quatre pour qu'ils puissent composer !

Aussi, le professeur d'anglais, qui est du reste encore un Anglais, comme avant 1870, ne reste même pas un an dans le nouveau lycée en 1887-1888. Il n'est pas remplacé et seul l'aumônier peut préparer un élève de rhétorique au baccalauréat ! L'année suivante, un des deux professeurs d'allemand enseigne aussi l'anglais pendant 8 heures.

En 1890, pour 41 heures de classe d'allemand, il n'y a plus que 4 heures d'anglais.

Il est probable que cette supériorité écrasante de l'allemand sur l'anglais (ce qui est exactement le contraire de ce qui se passe aujourd'hui) est une conséquence directe de la défaite de 1870-1871. Sans doute, pour mieux se préparer à la revanche, les Français, tout au moins ceux du Laonnois, désirent que leurs enfants apprennent la langue de leurs ennemis (1).

*Mais en 1892, l'anglais est sauvé, car il est devenu seconde langue obligatoire en moderne à partir de la 4<sup>e</sup>. On arri-*

(1) On peut, du reste, se reporter au roman de Jules Renard, *Poil de Carotte*. On y voit ce dernier, élève d'un lycée vers 1880, interrogé par son père sur ses études :

« Monsieur Lepic : Et l'allemand ? — Poil de Carotte : C'est très difficile à prononcer, papa. — Monsieur Lepic : Bougre ! Comment, la guerre déclarée, battras-tu les Prussiens, sans savoir leur langue vivante ? — Poil de Carotte : Ah ! d'ici là, je m'y mettrai. Tu me menaces toujours de la guerre. Je crois, décidément, qu'elle attendra, pour éclater, que j'aie fini mes études ».

ve ainsi à 13 heures d'anglais contre 46 1/2 d'allemand. De cette façon, la chaire du professeur d'anglais est rétablie. Mais, en 1895, le proviseur constate qu'en 4<sup>e</sup> moderne, l'étude de la langue anglaise a rebuté plus de la moitié des élèves, qui quitteront l'établissement dans un avenir assez rapproché.

Aussi en 1897, l'anglais devient facultatif, sur la demande du proviseur, en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> moderne. Mais il est alors remplacé par des cours pratiques de comptabilité, sciences et français et cette option n'est valable que pour les élèves ne se destinant pas au baccalauréat.

Il est curieux de voir qu'on revient à cette méthode en rendant facultatif les secondes langues en 4<sup>e</sup> moderne.

La deuxième particularité que présentait l'étude des langues vivantes, c'est, comme nous l'avons déjà vu, *qu'un peu moins que la moitié des élèves*, qui commençaient leurs études dans le petit lycée, *en faisaient à partir de la 9<sup>e</sup>, à raison de 4 h. par semaine.*

Ils étaient donc très en avance sur leurs camarades qui n'entraient au lycée qu'en 7<sup>e</sup> ou en 6<sup>e</sup>.

Pour que ces derniers puissent les rattraper, il n'existait primitivement que des leçons particulières. De là, le conflit qui s'était produit entre les professeurs d'allemand en 1888 pour avoir la 6<sup>e</sup> qui fournissait beaucoup de leçons particulières, et augmentait notablement les ressources du professeur.

Puis, le proviseur propose, en 1893, des heures supplémentaires obligatoires d'allemand que les parents des nouveaux élèves doivent payer. Il se heurte d'abord à un refus du recteur, mais cette solution est adoptée vers 1895. On donne deux heures supplémentaires d'allemand de la rentrée à Pâques aux nouveaux élèves de 7<sup>e</sup>.



### Enseignement du français en moderne

Les élèves de l'enseignement spécial, puis moderne, qui viennent presque tous du primaire, ont une mauvaise orthographe. Aussi, en 1888, un professeur de math. de l'enseignement spécial propose au conseil des professeurs de faire une double notation : une pour leur devoir proprement dit et une autre pour leurs fautes d'orthographe !

En 1894, le proviseur note que *le bagage littéraire des élèves de moderne, à leur entrée en 6<sup>e</sup>, est très insuffisant, qu'il est basé sur la mémoire et non la réflexion.* Pour lui,

les élèves, même les meilleurs, ne peuvent pas suivre les programmes. Ils ont une orthographe déplorable et un mauvais français.

Les professeurs de français ne doivent donc pas suivre ces programmes mais remédier à la faiblesse de leurs élèves !

On voit tout de suite que les professeurs du secondaire jugent très sévèrement l'enseignement primaire. Pour eux, sans doute, seul est valable l'enseignement secondaire élémentaire basé sur la réflexion depuis 1880 et non sur la mémoire. Le fossé est profond et il est très difficile aux élèves du primaire d'entrer dans le secondaire.

Pour se perfectionner en français, les élèves de moderne devraient lire. Mais ils ne le peuvent pas, car jusqu'à la réforme en 1902, ils ont beaucoup moins de loisirs que leurs camarades de classique. Ceux-là ont jusqu'à quatre classes par jour d'1 h. à 1 h. 1/2, alors que ceux-ci n'ont que deux classes de 2 h.

Ce qui est terrible, c'est que ces pauvres élèves de spécial, puis de moderne, n'ont que très peu de temps des professeurs qui leur sont spécialement affectés : à l'ouverture du lycée en 1887, il y a quatre professeurs chargés uniquement de l'enseignement spécial dont deux agrégés, un licencié et un breveté de Cluny, formé particulièrement, donc, à l'enseignement spécial. Mais alors que les effectifs de cet enseignement se développent fortement, le nombre de leurs professeurs spécialisés tombe de 5 à 4 en 1893, puis de 4 à 2 en 1896 et les professeurs de classique sont aussi chargés des classes de moderne.

C'est le cas, dès 1892, pour l'enseignement du français de la 4<sup>e</sup> à la seconde moderne. Puis ce système se développe. Donc ces professeurs de classique, surtout ceux de français, ne sont pas adaptés aux élèves de moderne venant du primaire : ils sont beaucoup trop durs et exigeants pour eux.

Or, comme il n'y a pas d'école primaire supérieure dans l'arrondissement de Laon, en dehors de celle de Chauny (les E.P.S. étant placées en province, tout au moins dans l'Aisne avant 1914, dans les villes où il n'y a ni lycée, ni collège), les élèves de l'enseignement primaire du Laonnais qui veulent poursuivre leurs études, sont obligés d'aller au lycée de Laon, en section moderne (1). Ce n'est qu'à partir de 1926 qu'il y aura un cours complémentaire annexé au lycée de notre ville.

(1) Cette particularité n'a pas été mentionnée par M. Antoine Prost dans son ouvrage : « Histoire de l'enseignement en France (1800-1967) » (Paris, 1968).



Dans une E.P.S., ils auraient trouvé des professeurs, sortis de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, formés particulièrement, donc, pour des élèves sortant du primaire.

*Cette situation faussée aboutit à un curieux compromis en 1896.*

Deux professeurs de lettres de classique chargés aussi de l'enseignement du français en moderne, ne veulent pas s'occuper en 3<sup>e</sup> de cinq élèves qui n'ont pas complètement satisfait à l'examen de passage. Or, ces cinq élèves sont trop âgés pour retourner en 4<sup>e</sup> moderne.

Mais le proviseur ne veut pas les renvoyer, car cela diminuerait les effectifs (314), pourtant, à cette époque, les plus forts qui aient été jamais atteints et qui ne le seront pas de nouveau avant 1935, (soit 40 ans plus tard).

Il va les garder encore un an en 3<sup>e</sup>, puisque ces élèves ne visent pas au baccalauréat, mais veulent seulement acquérir une culture générale plus poussée que celle de l'école primaire.

Comme il n'y a malheureusement pas de professeur d'école primaire supérieure au lycée et qu'il n'y a presque plus de professeurs spécialisés dans l'enseignement moderne, le proviseur est paradoxalement obligé de faire appel à un professeur de la section élémentaire (de 8<sup>e</sup>) Ducloux, pour s'occuper de ces cinq pauvres abandonnés.

Ainsi, un professeur qui, normalement, s'occupe d'enfants de 9 ans, instruira 5 grands élèves de 14 à 15 ans ! Nous voilà ramenés aux collèges jésuites d'Ancien Régime où voisinaient dans la même classe des élèves d'âges très différents.

Toutefois, Ducloux ne prendra pas ces cinq élèves de 3<sup>e</sup> dans sa classe de 8<sup>e</sup>, mais leur donnera une heure supplémentaire par semaine en leur faisant effectuer tantôt un devoir d'orthographe, tantôt une narration française.

Nous verrons par la suite, lorsque nous étudierons les origines de l'enseignement technique contemporain, l'extension prise par ces cours spéciaux destinés aux élèves de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ne voulant pas aller jusqu'au baccalauréat, mais désirant entrer dans la vie active à l'issue de la 3<sup>e</sup>, comme leurs camarades des E.P.S.

\* \* \*

### *Enseignement de l'histoire*

L'histoire n'avait été enseignée par un professeur spécialisé au collège de Laon, comme ailleurs, qu'à partir de la Monarchie de Juillet.

Mais ce professeur était insuffisant à lui tout seul pour enseigner dans toutes les classes : en 1887, encore, il n'enseigne l'histoire et la géographie que de la 3<sup>e</sup> à la philosophie et aux mathématiques élémentaires. Dans les classes inférieures, ce sont les professeurs de lettres de chaque classe qui s'occupent aussi de l'histoire et de la géographie.

En 1905, dans un but de promotion sociale, ce sont trois répétiteurs, simples bacheliers ès-sciences, ne pouvant même pas être professeurs de collège (postes pour lesquels il fallait la licence), qui sont chargés d'apprendre l'histoire et la géographie aux élèves dans les petites classes. Ainsi, ils prennent le titre de professeurs adjoints et ne s'occupent plus des surveillances de dortoirs, réfectoires, etc...

Les inspecteurs généraux, Gautier et Foncin, ont jugé que cette situation était anormale. Mais, le conseil d'administration du lycée est d'avis de garder le statu quo : Il estime, en effet, que ces répétiteurs, s'ils n'ont que le baccalauréat, ont plus d'expérience des enfants qu'un jeune agrégé. Par ailleurs, les petits n'ont qu'à apprendre les faits et non à faire de la philosophie de l'histoire ! Enfin, aucun parent ne s'est plaint de cet enseignement de l'histoire au rabais.



### *Origines de l'enseignement technique*

L'enseignement moderne, à l'instar de l'enseignement classique, préparait au baccalauréat. Mais beaucoup d'élèves qui le suivaient, ne songeaient pas du tout à aller jusque là. Ils se contentaient d'avoir une culture générale un peu plus développée que celle dispensée par l'école primaire et en plus, si possible, une formation professionnelle avant d'entrer dans la vie active (agriculture, commerce et industrie).

Or, nous l'avons vu, il n'y avait pas d'école primaire supérieure dans tout l'est de l'arrondissement de Laon. Il n'y aura une école pratique pour l'industrie annexée au lycée de Laon qu'après la guerre de 1914-1918, à partir de 1923. Donc ces élèves sont obligés d'aller dans la section moderne du lycée de Laon. Mais on va organiser, pour eux, en 1896, 1897, une sous-section spéciale de la section moderne en 4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, embryon d'une E.P.S.

Nous avons déjà vu qu'en octobre 1896, un professeur de la section élémentaire avait été chargé de donner une heure supplémentaire par semaine de français à 5 élèves de 3<sup>e</sup> moderne, dont leur vrai professeur de lettres ne vouloit plus s'occuper.

Ces cours spéciaux vont se développer à partir de cette date. En avril 1897, à la place de l'anglais devenu seconde langue obligatoire en moderne à partir de 1892, le proviseur crée, avec l'accord du ministère et du rectorat, « des cours pratiques » pour le petit nombre d'élèves de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> moderne ne se destinant pas au baccalauréat.

Ces cours seront de deux heures par semaine dans chaque classe. Ils comprendront du français, des sciences et de la comptabilité.

Ces cours avaient déjà existé un peu en 1896, mais ils avaient été supprimés pour des raisons de difficulté budgétaire. En 1897, il fallut les recréer d'urgence, car les effectifs du lycée, après s'être accrus sans arrêt de 1887 à 1896, commençaient à baisser.

A côté des cours de culture générale, on voit apparaître un cours de comptabilité, enseignement purement technique.

Le 5 février 1898, le directeur de l'E.P.S., de Chauny, Choquet, offre au proviseur de Laon de lui donner son concours pour organiser, au lycée, des cours de sténographie.

Ainsi, aurait été donné un second enseignement technique de bureau ou commercial. Mais le recteur juge que ce n'est pas très utile, même à titre facultatif, et que les élèves sont déjà surchargés de cours.

Par contre, les cours de *comptabilité commerciale* sont recréés en 1908-1909.

Parallèlement, étaient donnés des *cours d'agriculture*. Pendant le 2<sup>e</sup> semestre de l'année scolaire 1891-1892, le directeur de la station agronomique a fait de tels cours qui ont été suivis par 8 élèves de la 4<sup>e</sup> année d'enseignement moderne (future 3<sup>e</sup> moderne).

Un nouveau cours d'agriculture est créé en 1908.

Mais il n'y a que vingt élèves inscrits aux cours d'agriculture contre cinquante à ceux de comptabilité et de commerce.



*Préparations aux grandes écoles professionnelles :*  
*Préparation à l'école nationale d'agriculture de Grignon.*

Parallèlement à ces cours professionnels, destinés à former des élèves voulant directement entrer dans la vie active, on voit apparaître des classes de préparation aux concours de grandes écoles professionnelles. Pour se présenter à ces concours, il n'est pas nécessaire d'avoir le baccalauréat.

Dans la région à prédominance agricole du Laonnois, il était normal de créer d'abord un cours de préparation à l'école nationale d'agriculture de Grignon (autrefois Seine-et-Oise, maintenant Yvelines).

Ce cours, ouvert en 1899, comprend deux années d'études. Les élèves suivront les classes de 3<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> modernes, et auront, en plus, 3 heures supplémentaires de français, math. et histoire naturelle.

\* \* \*

### *Préparation à l'Ecole militaire de Saint-Cyr*

A la suite du désastre de 1870-1871, beaucoup de jeunes désirèrent devenir officiers pour se préparer à la revanche. Aussi, dès que le nouveau lycée est ouvert, que les locaux sont plus vastes et le personnel enseignant plus qualifié, le proviseur crée, en octobre 1889, une classe de préparation au concours de Saint-Cyr. Pour se présenter à ce concours, il est inutile d'avoir le baccalauréat. Mais comme il n'y a que trois élèves inscrits, on ne peut guère leur faire de cours spéciaux. Ils suivent donc ceux d'histoire de rhétorique et de philosophie, ceux de géographie de 3<sup>e</sup>, ceux d'allemand de 6<sup>e</sup> année de spécial (future 1<sup>re</sup> moderne). Il reste à leur donner 2 heures de math., 1 heure de français, 2 heures de conversation allemande et 1 thème allemand sans dictionnaire tous les 15 jours.

Mais ce cours de Saint-Cyr est supprimé trois ans après, en décembre 1892, comme dans tous les lycées où il y a peu d'élèves.

\* \* \*

### *Enseignement de la gymnastique*

Les proviseurs Rossignol, en 1904, et Jouvenet, en 1912, veulent relever l'importance de la gymnastique dans l'esprit des élèves et des parents, en particulier de la gymnastique qui ne se fait pas aux appareils.

\* \* \*

### *Instruction religieuse*

Dès le début, il y eut un aumônier catholique au lycée de Laon. En 1889, on lui adjoignit un aumônier protestant.

Malgré la crise provoquée par la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en 1905, et l'action publique anticléricale de certains professeurs du lycée, le proviseur veilla à ce que fût respectée la volonté des parents pour les questions religieuses :

L'aumônier catholique resta au lycée et, en 1907-1908, donna une fois par quinzaine l'instruction religieuse aux élèves autorisés par leurs parents.

Ceux qui en étaient dispensés restaient avec un surveillant.

Mais, le 12 mars 1908, un certain nombre de dispensés se glissent parmi les autres pour poser des questions indiscretes à l'aumônier. Le proviseur punit ces élèves car il veut respecter la volonté des familles.



## CONCLUSION

Ainsi, de 1887 à 1914, le lycée de Laon, après un bon départ de 1887 à 1896, connut des moments difficiles de 1896 à 1908. Les effectifs passèrent de 150 à 314, puis retombèrent à 192. Or, en 1758, le collège des Jésuites de Laon avait déjà 150 élèves. Donc, en 150 ans, l'augmentation n'était que de 42 unités !

Par ailleurs, le lycée, même en 1908, n'avait aucun rival à Laon, alors que le collège, en 1870, était concurrencé par trois pensions privées secondaires laïques et ecclésiastiques qui totalisaient 250 élèves. En additionnant ce nombre avec celui des effectifs du collège, on arrivait à un total de 400, chiffre supérieur à celui de l'effectif du lycée seul, sans concurrent, ayant atteint son maximum en 1896.

Ainsi, *l'enseignement secondaire était plutôt en régression à Laon, à la veille de 1914.*

Cette stagnation était due surtout au fait que les enseignements moderne et élémentaire, après avoir plus que doublé ou quadruplé en 9 ans, avaient diminué de moitié pendant les 12 années suivantes. L'enseignement moderne est revenu en 1908 presque à ses effectifs de 1887, parce qu'il ne satisfaisait pas la grosse majorité de ses élèves. Ceux-ci ne visaient pas au baccalauréat, mais voulaient seulement augmenter un peu leur culture générale primaire et, en même temps, apprendre un métier. Les écoles primaires supérieures créées en 1881, pour remplacer l'enseignement spécial en 4 ans de Victor Duruy, leur auraient mieux convenu, mais il n'y en eut pas à Laon et dans son arrondissement, en dehors de Chauny, avant 1926. Aujourd'hui, c'est l'enseignement secondaire court qui remplit ce but. Ainsi, Jules Ferry s'est montré rétrograde par rapport à Victor Duruy et à Guizot en n'organisant rien entre l'en-

seignement primaire et l'enseignement secondaire long dans les villes moyennes.

Par ailleurs, il faut signaler que la population de la ville de Laon et des six cantons qui l'entourent (Laon, Crécy, Marle, Sissonne, Craonne et Anizy) n'a pas tellement augmenté du XVIII<sup>e</sup> siècle à maintenant (58.000 en 1800, 80.000 en 1886, 73.000 en 1911, 65.500 en 1946, 81.000 maintenant). En effet, si la population de la ville de Laon s'est accrue (6.700 en 1800, 13.600 en 1886, 16.200 en 1911, 17.401 en 1946, 28.600 maintenant), les campagnes voisines se sont dépeuplées.

Comme actuellement 1.800 garçons sont scolarisés dans le secondaire à Laon, il y en a 3 fois et demi plus qu'à la fin de 1944 (500) et 6 à 9 fois plus qu'il y a 80 à 60 ans, pour la même population.

Il faut signaler aussi qu'il y a actuellement cinq C.E.G. dans les cantons périphériques ayant chacun au moins 200 garçons, soit 1.000 au total, alors que de 1920 à 1932, il n'y avait pas un seul cours complémentaire dans ces cinq cantons et de 1888 à 1914 un seul à Crécy-sur-Serre.

G. DUMAS,

Directeur des Archives de l'Aisne.



## SOURCES

a) Archives du Nord, fonds du rectorat de Douai, puis de Lille (à partir de 1888) : T Rectorat 698 à 705 (soit 10 liasses, puisque 3 liasses sont dédoublées et 1 a disparu en 1940-1944). Malheureusement, ces liasses s'arrêtent à la fin de 1905, puisqu'à partir de 1906, il n'y a plus de dossiers par établissements. Les papiers concernant tous les établissements des cinq départements de cette grande académie (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Ardennes) sont désormais regroupés par sujets. Comme il n'y a pas de répertoire, il est très difficile de retrouver ce qui concerne le lycée de Laon dans cette énorme masse.

b) Heureusement, le lycée de Laon nous a versé, à la fin de 1969, un « registre de délibérations du conseil de discipline » de 1894 à 1914. Il est coté T 1001.

Il est très intéressant, parce qu'on y trouve, à côté des enquêtes disciplinaires, des rapports trimestriels des proviseurs. Ceux-ci donnent, en particulier, des renseignements

sur les effectifs, les niveaux des élèves, les distractions des internes, la concurrence des écoles libres, ce que font les élèves sortant du lycée, les surveillants, etc.

Nous avons aussi utilisé les palmarès de 1887 à 1914, cotés T 1010 et 1011, ainsi que le bulletin de l'Association des anciens élèves de 1888 à 1914 (8° 1500).

Malheureusement, l'inspection académique de l'Aisne n'a pas d'archives antérieures à 1919 et les archives de la Préfecture de 1800 à 1914 ont disparu en 1914-1918 et 1944.

\* \*

## BIBLIOGRAPHIE

### A. — Généralités

a) PROST (Antoine), *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967* (Paris, Colin, 1968. In 8°, 525 p.). — Arch. Aisne 8° 2410/22.

Nous avons étudié, en particulier, les chapitres :

XI - Unité et diversité de l'enseignement secondaire, p. 245 à 261.

XV. - Les professeurs à l'ère de la stabilité, p. 351 à 375.

b) GERBOD (Paul), *La vie quotidienne dans les lycées et collèges au XIX<sup>e</sup> siècle* (Paris, Hachette, 1968. In 8°, 272 p.). Arch. Aisne 8° 1043/15.

c) VINCENT (Gérard), Les professeurs de l'enseignement secondaire dans la société de la belle époque, in « *Revue d'histoire moderne et contemporaine* », janvier-mars 1966, p. 49-86. Arch. Aisne 8° R 17.

d) GENETTE (Gérard), « Enseignement et rhétorique au XX<sup>e</sup> siècle », in « *Annales, Economie, Société, Civilisation* », mars-avril 1966, p. 292-305. Arch. Aisne 8° R 13.

### B. — Collège puis lycée de Laon

a) TAIEE (Ch.), *L'enseignement secondaire à Laon (jusqu'à la Révolution)* (Laon, 1878. In 8°, 224 p.). Arch. Aisne 8° 1502.

b) DUMAS (Georges), *Histoire du collège de Laon de 1800 à 1870*, 30 pages dactylographiées. Communication faite au 95<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes à Reims en mars 1970 et devant paraître dans les actes de ce congrès (section d'histoire moderne et contemporaine) au début de 1974. Des tirés à la suite seront distribués gratuitement à tous les membres de la société de Haute-Picardie.

d) ROBINET (René), Oyez, lycéens, la triste histoire du collège de Laon (de 1855 à 1887), dans « *La Dépêche de l'Aisne* » des 27 mai, 3, 10 et 17 juin 1967. Dossier de ces quatre articles découpés dans le fol. br. 50 des Archives de l'Aisne. Cette communication a été faite aussi au 93<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes à Tours, en 1968. Elle est parue dans les actes de ce congrès en 1971 :

ROBINET (René), du collège municipal au lycée national de Laon (1854-1887), p. 239 à 252 du tome III des « *Actes du quatre-vingt-treizième congrès national des sociétés savantes, Tours, 1968, section d'histoire moderne et contemporaine* » (Paris, 1971), Arch. de l'Aisne 8<sup>o</sup> R 63.

e) DUMAS (Georges), Différend survenu entre le principal du collège de Laon et le colonel commandant le 29<sup>e</sup> régiment d'artillerie (mars-avril 1876), p. 102 à 107 du tome VIII (1961-1962) des « *Mémoires* » de la « *Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne* ».

#### C. — Lycée et école primaire supérieure des environs de Laon

a) Le centenaire de l'association amicale des anciens élèves du lycée de Saint-Quentin (1867-1967) (Saint-Quentin, Aisne Nouvelle, 1967. In 8<sup>o</sup>, 96 p.) - Arch. Aisne 8<sup>o</sup> br. 1331.

b) Chauny, Ecole primaire supérieure. Au travers de 80 années d'enseignement, l'histoire de ce qui est devenu en 1970 (le) lycée Gay-Lussac, dans « *l'Aisne Nouvelle* », édition Chauny, des 15, 17 et 20 janvier 1970. Arch. Aisne 4<sup>e</sup> br 413.

---